

Sous les verrous

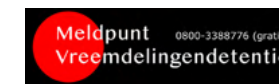
Récits de personnes
migrantes détenues dans
des centres européens



Le présent document est le fruit d'une collaboration entre l'ARSIS (Association for the Social Support of Youth), Move Coalition, l'ASGI (Associazione per gli Studi Giuridici sull' Immigrazione), Meldpunt Vreemdelingendetentie et PICUM.

Il a été rédigé par Gianluca Cesaro, chargé de communication, Marta Gionco, chargée de plaidoyer, et Michele LeVoy, directrice de PICUM. Les recherches et la mise en page ont été faites par Marina Solé, stagiaire en communication à PICUM. Chloë Bouvier, chargée de communication multimédia, a également participé à la finalisation de la mise en page et à l'édition de cette publication conjointe.

Les témoignages ont été recueillis par Valbona Hystuna (ARSIS), Maurizio Veglio (ASGI), Revijara Oosterhuis (Meldpunt Vreemdelingendetentie) et Lenke Legers, Emmanuelle Vinois et Arthur Hendrixx (Move Coalition).



© PICUM, 2022

Traduction: Morgane Delage

Illustration de couverture : © Christina S. Zhu - [@cszhu_art](https://www.instagram.com/cszhu_art)

Table des matières

Introduction	6
Hélène <i>Détenue en Belgique.....</i>	9
Nadra <i>Son mari était détenu en Belgique.....</i>	10
Ali <i>Détenu en Grèce</i>	13
Hamid <i>Détenu en Italie</i>	14
Rashid <i>Détenu aux Pays-Bas.....</i>	17
Marouan <i>Détenu en Grèce</i>	18
Armando <i>Détenu aux Pays-Bas.....</i>	21
Salman <i>Détenu en Grèce</i>	22
Yahia <i>Détenu en Italie</i>	25
Omar <i>Détenu aux Pays-Bas.....</i>	26
Noel <i>Détenu en Belgique.....</i>	29
Sabar <i>Détenu en Grèce</i>	30
Yassin <i>Détenu aux Pays-Bas.....</i>	33
Abdalla <i>Détenu en Grèce</i>	34
Hossain <i>Mort en détention en Italie.....</i>	37
Moussa <i>Mort en détention en Italie.....</i>	38
Bibliographie.....	40

Certains noms ont été modifiés pour des raisons de confidentialité.

Introduction

Ce recueil vise à se faire l'écho des voix de personnes en détention à travers l'Union européenne à cause de leur situation migratoire, et qui ne parviennent souvent pas à se faire entendre. Il rassemble des témoignages recueillis au cours des dernières années en Belgique, en Grèce, en Italie et aux Pays-Bas par les organisations non gouvernementales [ARSI](#), [Move Coalition](#), [ASGI](#)¹ et [Meldpunt Vreemdelingendetentie](#), qui est rattachée à Stichting LOS. Grâce à ces récits, nous espérons mettre en lumière une pratique peu connue et permettre de mieux comprendre les répercussions de la détention des personnes migrantes sur leur vie, leur santé mentale et leur entourage.

Chacun des 16 témoignages rassemblés dans ce recueil vise à donner un aperçu de ce que vivent chaque année plus de [100 000 personnes](#) à travers l'Union européenne.

La détention des personnes migrantes sert trois objectifs pour les États membres de l'UE : empêcher l'entrée sur le territoire, appliquer des procédures de retour ou d'expulsion, et attendre l'aboutissement des procédures d'asile. Pourtant, de nombreuses preuves étayent les [dangers](#) et l'[inefficacité](#) de la détention des personnes migrantes.

La détention des personnes migrantes est une pratique administrative. Cela signifie que, contrairement à la détention pour infraction civile ou pénale, elle ne nécessite ni inculpation, ni jugement. En outre, la durée de la détention administrative est souvent prolongée une fois que la personne concernée est déjà enfermée. Cette prolongation est renouvelable plusieurs

¹ Les récits d'Italie proviennent du document suivant : ASGI, 2021, [Livre noir sur le Centre de permanence pour le rapatriement \(CPR\) des migrants à Turin – Corso Brunelleschi](#)

fois ; ainsi, une personne placée en détention administrative ne sait ni quand elle sera remise en liberté ou expulsée, ni même si elle le sera un jour.

La détention isole les personnes concernées de leur entourage, ce qui a de graves répercussions sur leur vie. Selon le droit [européen](#) et [international](#), le droit à la liberté est un droit humain fondamental qui ne peut être limité que dans des circonstances exceptionnelles. Une période de détention, même courte, a de grandes conséquences sur l'avenir de la personne concernée et [la rend plus vulnérable](#).

Malgré le nombre et la fiabilité des preuves apportées sur les dangers de la détention, l'UE pousse de plus en plus à l'adoption de politiques migratoires [plus strictes](#) qui entraîneront une augmentation du nombre de personnes migrantes en détention, dont des enfants, en dépit des déclarations des [entités internationales](#) qui indiquent qu'un placement en détention pour raisons migratoires constitue toujours une violation des droits humains, ne correspond jamais à leur intérêt supérieur, et doit être cessé.

En publiant les témoignages de personnes qui sont ou ont été placées en détention sur le territoire de l'Union européenne, nous espérons mettre en lumière cette pratique inhumaine et participer à y mettre un terme.



Hélène Détenue en Belgique

J'ai quitté mon Rwanda bien-aimé à cause de tous les conflits qu'il y avait là-bas. Toute ma famille a été tuée. Je vivais avec un grand stress émotionnel, et j'ai développé un ulcère assez grave que je pouvais enfin faire soigner en Belgique.

Cela faisait sept ans que j'étais en Belgique quand j'ai été soudainement placée en détention parce que je n'avais pas les bons papiers pour rester dans le pays. J'ai passé six mois en centre de détention. Ça devrait s'appeler une prison, en vérité.

C'était tellement angoissant, tellement inhumain d'être enfermée là-dedans sans savoir quand je pourrai en sortir.

Mon ulcère est revenu. J'avais tellement mal. J'avais aussi beaucoup de migraines, à cause du stress.

J'ai eu des médicaments contre l'ulcère et j'ai trouvé un avocat qui m'a aidée à remplir les bons documents pour que je sois remise en liberté. Aujourd'hui, je suis femme de ménage en Belgique et je prie tous les jours pour que les personnes qui cherchent à être protégées soient traitées de manière juste et équitable.

Nadra

Son mari était détenu en Belgique

J'ai fui les horreurs de la guerre en Afghanistan quand j'avais 16 ans. J'ai obtenu un titre de séjour en Belgique et j'ai rencontré un Afghan qui demandait l'asile. Quelques années plus tard, on s'est mariés et je suis tombée enceinte de notre premier bébé. Je travaillais et j'étais en licence de droit social ; on voulait vivre une vie normale, comme tout le monde.

Et puis mon mari a été placé en détention, simplement parce qu'il n'avait pas de papiers.

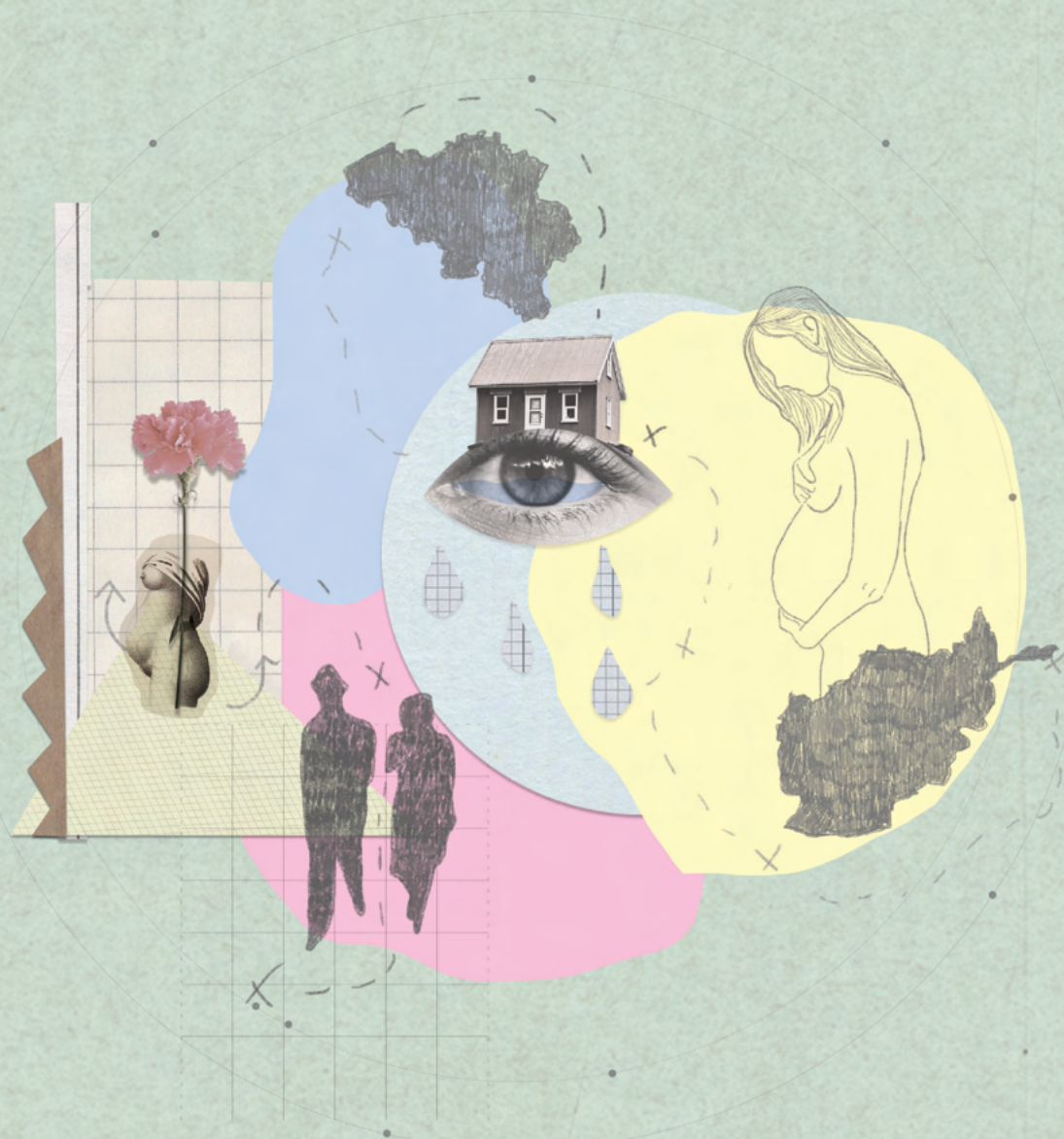
C'était une période incroyablement stressante. J'avais tellement de vies différentes à mener en parallèle : il fallait que je travaille à temps plein, que je voie l'avocat constamment, que j'économise pour payer ses honoraires, que je révise pour mes études et que je rende visite à mon mari au centre de détention. Je devais être forte pour lui. Et tout ça, alors que mon terme approchait.

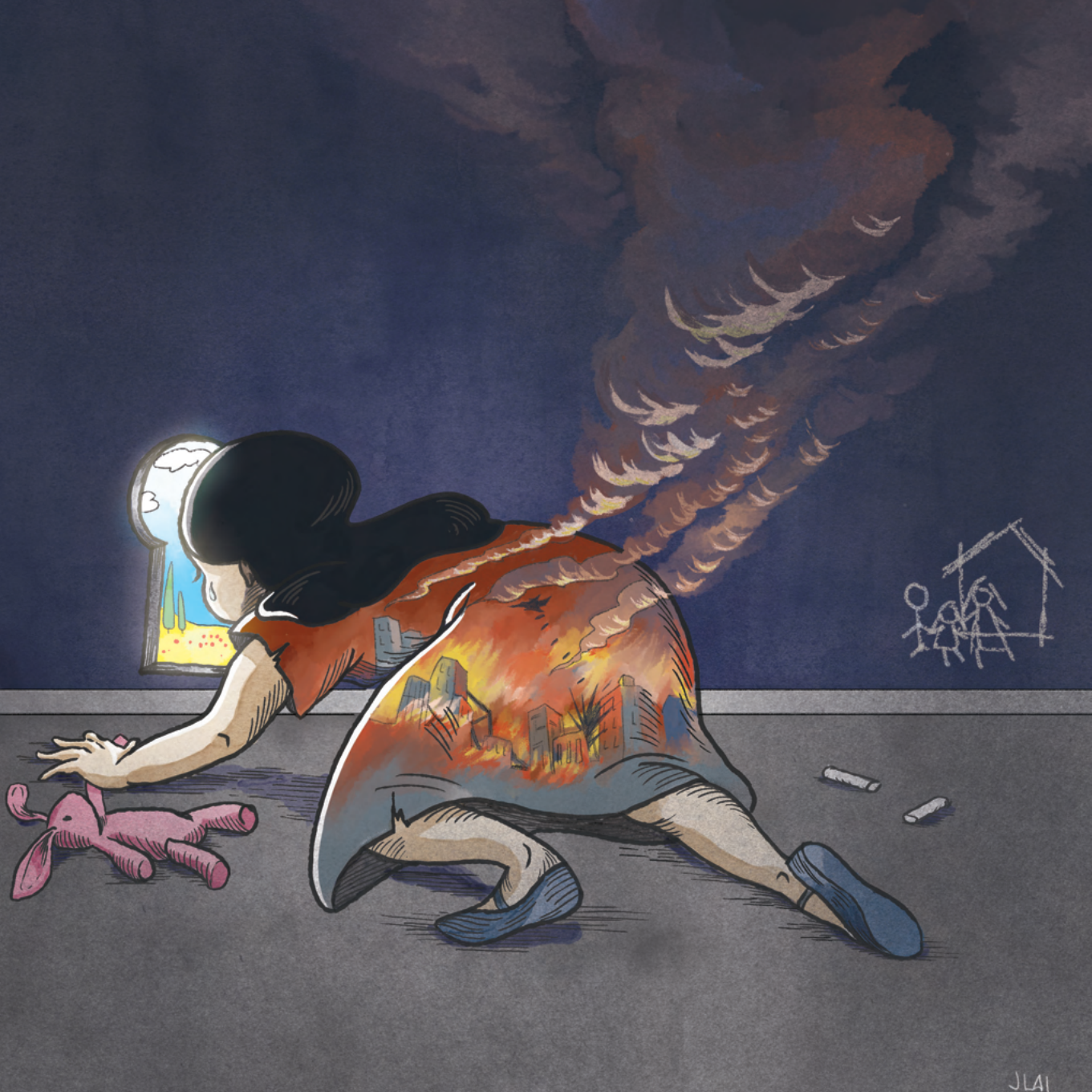
Je suis tombée en dépression, mais je me suis forcée à continuer. J'ai arrêté mes études. J'ai parlé aux médias de la cruauté d'empêcher un homme innocent d'être aux côtés de sa femme, si proche de l'accouchement. J'ai beaucoup vu l'avocat. Après quatre mois de désespoir en détention, mon mari a enfin pu obtenir un titre de séjour.

Il est sorti juste à temps pour assister à la naissance de notre fille.

Je ne veux plus jamais subir autant de stress de ma vie. On est encore traumatisés tous les deux à cause de cette période : j'ai appris à reconnaître les signes de ma dépression, et mon mari souffre de cauchemars récurrents de son temps passé en détention.

On veut juste une vie normale, comme tout le monde.





Ali Détenu en Grèce

Je viens d'avoir 18 ans, et je suis originaire d'Afghanistan. Je suis arrivé en Grèce il y a trois ans, quand j'avais 15 ans. J'ai dû quitter mon pays parce que j'appartiens à la tribu hazara, qui est constamment menacée par les talibans. Je suis parti parce que j'étais en danger.

En Grèce, j'ai été placé en détention deux fois.

La première, c'était à mon entrée sur le territoire, il y a trois ans. Je suis resté un mois dans un hôtel, mais ensuite j'ai été envoyé en centre de détention². Ils m'ont mis dans une cellule, tout seul. Il n'y avait pas de fenêtre, seulement un lit et un toilette.

Il n'y avait personne à qui parler, j'ai même cru que j'allais oublier comment faire. J'écrivais des paroles de chansons et des poèmes sur les murs de la cellule pour me reconforter. C'était la seule chose qui me remontait un peu le moral.

Je ne pouvais même pas communiquer avec ma famille. Ils étaient terrifiés, ils pensaient que j'étais mort.

La deuxième fois, c'était il y a un an. J'avais perdu ma carte d'identité, et la police m'a arrêté et m'a embarqué tout de suite. Je me disais qu'il y avait quelque chose qui clochait chez moi, je ne m'attendais pas à être encore placé en détention. Personne ne savait ce qui allait se passer. J'avais encore plus peur que la première fois. Je craignais d'être expulsé ou renvoyé en Turquie.

Les enfants ne devraient pas aller en prison. Les enfants sont l'avenir du monde, et ces lois inhumaines ruinent leur innocence.

² Ali parle de la [mesure grecque](#) visant à enfermer des mineur-e-s dans des postes de police étroits et surpeuplés en vertu du « régime de garde préventive », qui a enfin été [abandonnée](#) en 2020.

Hamid Détenu en Italie

* L'histoire d'Hamid nous a été racontée par son avocat en Italie

Hamid est un jeune homme tunisien. Il est arrivé à Lampedusa, en Italie, avec une blessure par balle à la jambe.

Il a été détenu pendant 202 jours avant de pouvoir être véritablement opéré.

Pendant sa détention, la douleur de Hamid était constante. Il ne pouvait même plus marcher ; il avait besoin d'un fauteuil roulant ou de béquilles pour se déplacer, mais il n'avait pas le droit d'en avoir dans le centre de détention. Par conséquent, il était obligé d'être assis ou couché toute la journée. Les autres détenus devaient l'aider pour aller aux toilettes.

Il a déposé une demande de protection internationale et a été convoqué à un entretien, mais il n'a pas pu s'y rendre car la direction du centre ne lui a fourni aucune solution de déplacement. Leur réponse, c'était qu'il était trop compliqué de le transporter en fauteuil roulant. Il a dû attendre un mois entier pour obtenir un nouvel entretien.

Pendant sa détention, le personnel médical du centre l'a opéré pour retirer les balles de sa jambe. Cette opération a été réalisée dans l'infirmerie du centre de détention, un lieu inadapté à la chirurgie. Son avocat a demandé qu'un chirurgien puisse entrer dans le centre et que Hamid passe des examens approfondis à l'hôpital, mais ces requêtes sont restées sans réponse.

La blessure s'est aggravée. Hamid tremblait constamment et ne contrôlait pas ses mouvements. Après de multiples demandes de son avocat, il a enfin été envoyé à l'hôpital. Le médecin a indiqué qu'il y avait plusieurs balles dans sa jambe et qu'il fallait l'opérer.

Après 202 jours, Hamid a fini par être remis en liberté et transféré dans un centre d'accueil pour personnes demandeuses d'asile.





Rashid Détenu aux Pays-Bas

Je suis arrivé en Europe avec ma famille il y a six ans pour avoir une vie meilleure, mais ma demande d'asile a été refusée. J'ai été placé deux fois en centre de détention pour personnes migrantes ; cette fois-ci, ça fait quatre mois.

Ma femme était enceinte et très proche de son terme quand j'ai été placé en détention.

J'aurais pu supporter cette situation si j'avais été le seul à me sentir mal et à subir tout ça, mais ce n'est pas le cas. J'ai une famille qui en souffre aussi.

Je n'ai pas le droit d'assister à l'accouchement. Chaque jour, ma femme pleure et me réclame auprès d'elle.

Moi, je ne suis rien. Je ne peux rien faire. J'avais prévu d'aider ma femme, de faire des choses pour elle, mais je ne peux rien faire. Ça me rend tellement furieux.

Si je suis renvoyé en Afghanistan, ma femme devra rester ici, seule avec notre enfant. Comment est-ce qu'elle s'en sortira ? Elle devra tout faire toute seule. C'est impossible pour une femme enceinte de huit ou neuf mois.

Pour nous, la détention est une punition.

Marouan

Détenu en Grèce

Quand je suis arrivé en Grèce, je n'avais pas encore 18 ans. Je dormais dans la rue et j'essayais de survivre tout seul. Un jour, un groupe est venu me parler. Ils m'ont dit que je devrais aller m'enregistrer à un poste de police, pour que je puisse être envoyé dans un centre avec d'autres enfants de mon âge.

Quand je me suis présenté au poste pour m'enregistrer, les policiers m'ont emmené dans un centre fermé. Ils m'ont dit que je n'y resterais que quelques jours, mais ça a duré plus longtemps que ça. Ils m'ont placé à l'isolement et ils m'ont dit que je devrais y rester 14 jours à cause des mesures de lutte contre le COVID-19. Ils m'ont pris tout ce que je possédais.

*Je devenais fou, tout seul dans ma cellule.
Je repassais toute ma vie dans ma tête, un jour
après l'autre.*

Tous mes mauvais souvenirs revenaient me hanter, aussi clairs que si je les vivais une seconde fois. Je me disais que j'étais puni pour quelque chose. J'ai commencé à crier et à pleurer, mais il n'y avait personne. J'ai perdu le fil du temps. J'avais l'impression que plusieurs années avaient passé.

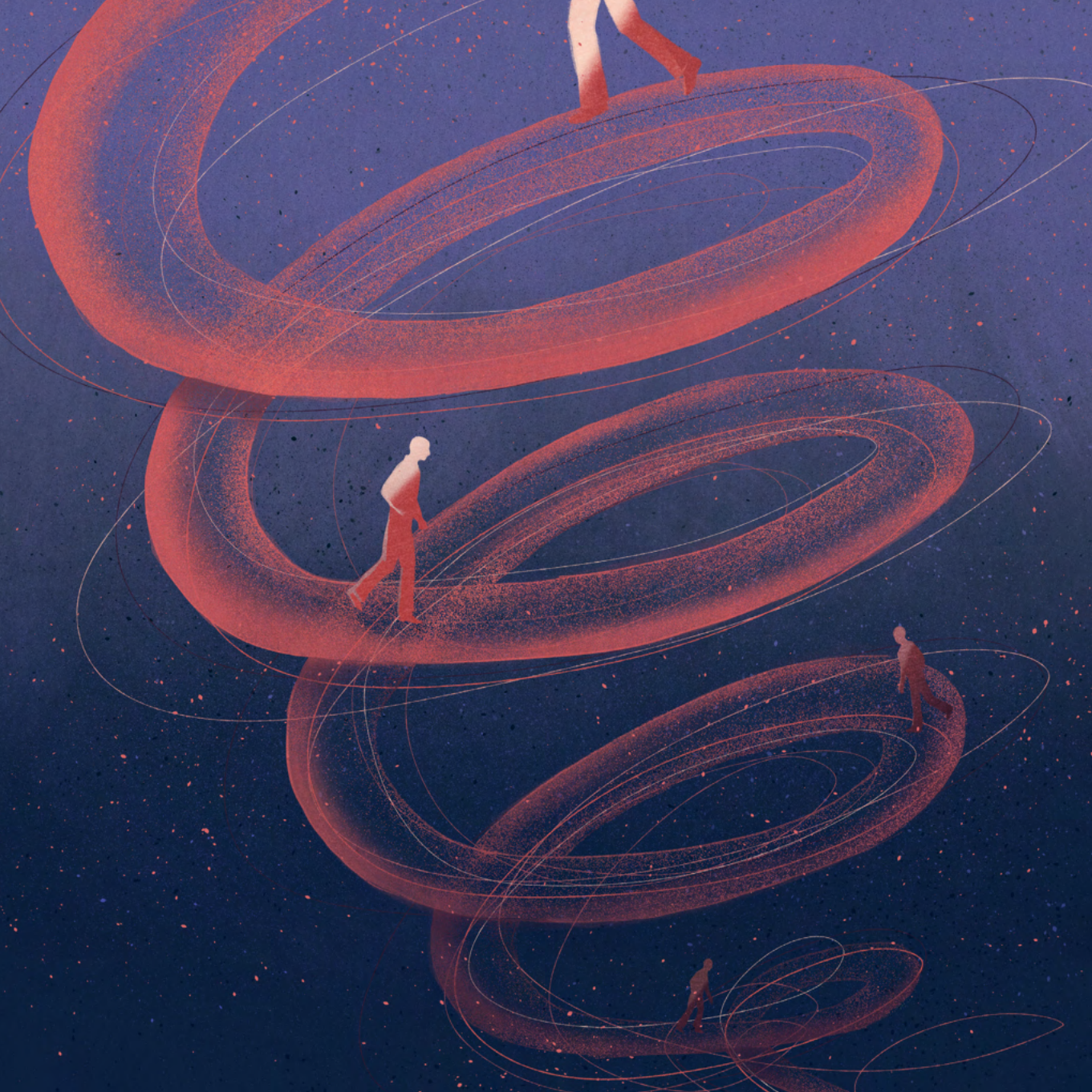
Quatorze jours plus tard, ils m'ont sorti de l'isolement et m'ont transféré dans une cellule avec d'autres personnes. Personne n'y parlait arabe, donc je ne comprenais rien. C'était difficile. J'avais peur de perdre l'esprit ou de me faire agresser. Les agents de police ne vérifiaient pas comment on allait. Je me sentais tellement seul et vulnérable. Au fur et à mesure des jours, des semaines et des mois, je me sentais de plus en plus désespéré. Je devenais fou.

J'avais quitté mon pays pour avoir une vie meilleure, en sécurité, pas pour vivre en prison ; et pourtant, je commençais à croire que j'y passerais le restant de mes jours. Je n'arrivais plus à tenir. J'ai perdu espoir. J'ai décidé de mettre fin à ma vie.

J'ai fait plusieurs tentatives de suicide, mais on m'a sauvé à chaque fois. On m'a emmené voir un psychiatre, et ce n'est qu'à ce moment-là que j'ai enfin été placé dans un refuge.

Illustration : © Jessica Lai - @jesscplai





Armando Détenu aux Pays-Bas

Cela fait 20 ans que je vis aux Pays-Bas, et depuis 17 mois, je suis dans un centre de détention pour personnes migrantes.

J'ai un syndrome de stress post-traumatique. Si on a déjà des problèmes psychologiques, ils ne font que s'empirer dans ce type de centre. Ce n'est pas bon pour nous de passer toute la journée dans une cellule.

Les problèmes médicaux ne font que s'aggraver pour les personnes détenues dans ces centres depuis longtemps et qui n'ont pas accès aux traitements dont elles ont besoin.

Avant mon placement en détention, mes problèmes psychologiques étaient sous contrôle. Maintenant, je suis revenu à la case départ.

J'avais des tendances suicidaires, mais je les cachais. En détention, si on apprend que vous êtes suicidaire, vous risquez le placement à l'isolement.

Même une fois sorti de l'isolement, on en a peur et on commence à avoir des rêves. Ça m'arrivait de me réveiller en sursaut à cause de ça, et ça effrayait les gens dans la même cellule que moi.

Salman

Détenu en Grèce

Je viens du Pakistan. Je suis arrivé en Grèce avec mon grand frère parce que notre père vivait à Athènes.

Quand on a atteint la capitale, j'ai été arrêté par la police. Ils m'ont mis en prison. Ils m'ont pris tout ce que je possédais. J'avais peur. Les agents de police étaient stressés tout le temps. Ils n'arrivaient même pas à comprendre mon nom.

Ils m'ont dit que je n'étais pas en prison, que j'étais là pour être protégé³, parce que j'étais mineur. Ils m'ont dit que ça ne durerait pas longtemps, juste le temps qu'ils me trouvent un autre endroit.

J'avais peur. Mon frère ne savait pas ce qu'il m'était arrivé. Personne ne le savait.

Dans le centre, j'étais avec d'autres garçons. Ils étaient dangereux, le genre de personnes dont ma mère me disait de me tenir éloigné. J'avais peur qu'ils me fassent du mal.

Je me sentais seul et effrayé.

Une fois, ils ont tabassé un garçon devant mes yeux. Je ne pouvais rien faire pour l'aider, et les policiers s'en fichaient. C'était très difficile de gérer tout ça tout seul. Je craignais pour ma vie et pour ma sécurité, tout le temps.

Un jour, il y a eu une émeute au centre. Il y avait des incendies partout. C'est à ce moment-là qu'on m'a enfin transféré dans un refuge.

³ Salman parle de la [mesure grecque](#) visant à enfermer des mineur-e-s dans des postes de police étroits et surpeuplés en vertu du « régime de garde préventive », qui a enfin été [abandonnée](#) en 2020.





Yahia

Détenu en Italie

* L'histoire de Yahia nous a été racontée par son avocat en Italie

Yahia est arrivé à Lampedusa depuis la Tunisie pendant la pandémie de COVID-19. Il a un cancer du sang et il avait été opéré trois fois.

À son arrivée, il a dû passer plusieurs jours en quarantaine dans le bateau. Le médecin de bord avait dit que Yahia avait besoin d'un diagnostic plus approfondi et d'un suivi médical, mais quand il a débarqué, il a reçu un ordre d'expulsion et a été envoyé dans un centre fermé de Turin.

Il voulait juste voir un médecin.

Il a répété plusieurs fois au juge qu'il avait une leucémie et qu'il avait besoin d'un traitement, mais le juge n'a pas requis d'examen médical approfondi.

Au lieu de cela, le médecin en chef du centre a signé un certificat indiquant que Yahia était apte à passer du temps en détention.

Yahia a dû demander à son docteur d'envoyer son dossier médical depuis la Tunisie pour le présenter au juge. Bien que ce dossier précise qu'il avait besoin d'exams réguliers et de médicaments, un mois entier est passé avant qu'il ne puisse avoir un rendez-vous médical.

Il a fini par pouvoir faire une prise de sang, et il a été remis en liberté pour raisons médicales après avoir passé 49 jours en détention. On l'a laissé dans les rues de Turin, alors qu'il ne connaissait pas la ville et n'avait pas d'argent. Il a dû dormir à la gare avant de pouvoir trouver le centre d'accueil pour les personnes demandeuses d'asile.

Omar

Détenu aux Pays-Bas

Je viens d'Afrique du Nord. Cela fait quatre ans que je vis aux Pays-Bas, et je suis coincé dans un centre de détention pour personnes migrantes depuis quatre mois.

À cause du COVID-19, il y a des vitres dans la salle des visites entre les détenus et les personnes qui viennent les voir. C'est difficile de voir ma copine et notre fille de l'autre côté de la vitre.

Quand je vois ma copine, j'aimerais avoir un peu de contact physique avec elle, mais c'est impossible. Je ne peux la voir que depuis l'autre côté d'une vitre.

Je n'ai pas vu ma fille depuis quatre mois. Elle a 18 mois, maintenant. Je sais qu'elle pourrait encore me reconnaître, mais elle éclaterait en sanglots si elle me voyait derrière cette vitre.

*Je n'ai jamais pu voir mon fils qui vient de naître.
Je n'ai pas de photos avec lui quand il était bébé.*

Quand il aura 10 ou 15 ans, peut-être qu'il me demandera pourquoi il n'y a pas de photo de nous deux. Qu'est-ce que je serai censé lui dire ? Que j'étais en détention ? Je me sens très triste pour ma fille, ma copine et mon fils.

Les gardes réagissent très lentement quand j'ai besoin d'aide. Une nuit, j'ai eu une crise d'hyperventilation aiguë. J'ai vomi, j'avais du mal à respirer, je pensais vraiment que j'allais mourir. Ce n'est qu'au bout de deux heures que quelqu'un est venu voir comment j'allais, alors que j'avais appelé plusieurs fois à l'aide.





Noel *Détenu en Belgique*

J'ai fui le Cameroun car j'étais persécuté pour avoir parlé franchement des violations des droits fondamentaux perpétrées par les autorités.

Je suis arrivé en Belgique en pensant que c'était un pays plein d'humanité, mais ici, j'ai été détenu pendant 21 jours sans avoir commis d'infraction.

Les agents de police m'ont traité durement et m'ont enfermé dans une cellule glaciale pendant presque une journée, sans rien pour me réchauffer, en plein hiver. J'ai cherché un avocat qui pourrait m'aider à sortir de là. Je suis presque devenu fou dans le centre de détention.

J'ai entendu tellement d'histoires de mauvais traitements, des témoignages de personnes qui avaient fui des gouvernements inhumains et la persécution pour finir par trouver un autre gouvernement inhumain ici.

Peut-être qu'elles ne sont plus victimes de torture physique, mais être enfermé-e sans savoir pour combien de temps, c'est une torture psychologique.

J'ai réussi à rester lucide grâce aux petits boulots que je faisais dans le centre, nettoyer les toilettes par exemple. Même après « seulement » 21 jours de détention, je continue encore de vérifier régulièrement les portes chez moi pour être sûr qu'elles ne sont pas verrouillées et que je suis vraiment libre de sortir quand je veux. Aujourd'hui encore, ça génère beaucoup de stress chez moi.

Je travaille maintenant comme professionnel de santé en Belgique. Un jour, j'écrirai un livre sur l'inhumanité des autorités belges, en m'appuyant sur tous les témoignages que j'ai recueillis au centre fermé.

Sabar

Détenu en Grèce

Je viens du Pakistan, et cela fait 11 mois que je suis en Grèce. Aujourd'hui, je vis dans un refuge pour personnes mineures non accompagnées et réfugiées, mais avant cela j'étais en détention à cause du système de « régime de garde préventive »⁴.

Là-bas, les conditions de vie étaient absolument intenable. Au début, je n'avais aucune idée de la raison pour laquelle on m'avait enfermé là. Certains enfants m'ont dit que c'était parce que j'étais entré en Grèce sans papiers.

Je n'avais pas le droit d'appeler mes parents. On n'avait pas de téléphone portable, et on devait économiser pour pouvoir en acheter un. La chambre était froide et sale. Parfois, quand des enfants criaient et appelaient à l'aide, des policiers leur hurlaient dessus en retour et les frappaient très fort.

Je ne comprends pas comment cet endroit est censé protéger les enfants.

Il n'y avait rien pour me redonner espoir : je ne connaissais pas du tout les lois grecques, je n'avais aucune idée de quand je serais libéré...

C'était une période horrible. J'espère que personne n'aura à vivre quelque chose comme ça. Je crains de ne jamais arriver à oublier cette période de ma vie.

⁴ Sabar parle de la [mesure grecque](#) visant à enfermer des mineur-e-s dans des postes de police étroits et surpeuplés en vertu du « régime de garde préventive », qui a enfin été [abandonnée](#) en 2020.



Yassin

Détenu aux Pays-Bas

Je suis arrivé aux Pays-Bas il y a cinq ans. Depuis j'ai été enfermé quatre fois en centre de détention pour personnes migrantes.

On voit tous les jours les mêmes personnes, la même angoisse, les mêmes questions.

*Quand est-ce que tu sors ?
Tu dois rester ici combien de temps ?
Quand est-ce que tu passes devant le juge ?
Est-ce qu'ils vont prolonger ton titre de séjour ?*

Toutes les journées sont identiques, ça devient psychologiquement difficile et on finit par s'énerver, s'énerver contre tout le monde. Je n'arrivais plus à tenir. On me cachait des informations ; expulsez-moi, ou alors remettez-moi en liberté.

C'est un jeu du chat et de la souris, on ne nous libère que pour mieux nous poursuivre. Une fois libre, c'est la paranoïa qui commence. Chaque fois que vous sortez d'une pièce, vous regardez par-dessus votre épaule. Chaque fois que vous avez affaire avec la police, vous savez à quoi vous attendre.

J'avais peur de faire quelque chose de désespéré, un jour. J'ai gardé mon calme, mais je ne savais pas ce qui allait se passer. Je ne suis qu'un être humain, cette pression-là, c'est trop.

On n'est pas traités comme des humains ici. On n'est même pas traités comme des animaux, aux Pays-Bas, les animaux sont plus respectés que nous.

Abdalla

Détenu en Grèce

Je suis un garçon de 16 ans, et je viens du Koweït. Je suis arrivé en Grèce en 2017, tout seul. J'ai voyagé seul parce que je n'avais personne pour m'aider. J'ai été en détention pendant huit mois.

Je suis resté un moment au camp de Diavata, près de Thessalonique. Ensuite, j'ai été transféré au centre de rapatriement de Paranesti, où je suis resté huit mois.

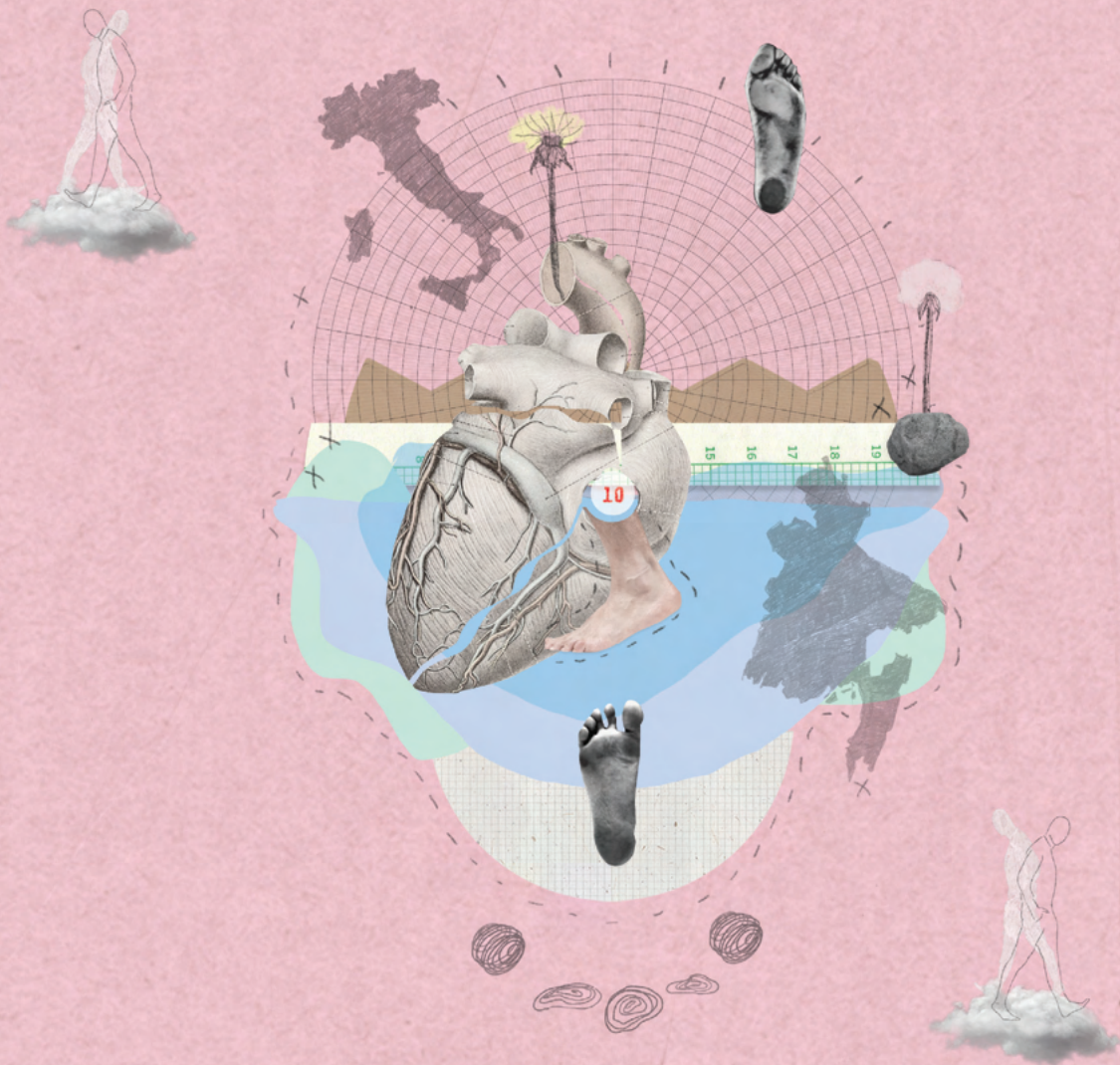
Les conditions de vie dans ce centre de détention étaient vraiment mauvaises. On n'avait pas accès à un médecin.

Mes compagnons de cellule et moi, on a fait une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie inhumaines du centre.

Elle a duré 10 jours, mais nos appels sont restés sans réponse. Pendant cette période, je me sentais horriblement mal, au point de me blesser moi-même.

Après huit mois de détention, le résultat du test d'évaluation de l'âge a confirmé que j'étais mineur, et j'ai enfin été transféré dans un refuge pour personnes mineures non accompagnées et demandeuses d'asile.





Hossain Mort en détention en Italie

* L'histoire de Hossain nous a été racontée par son avocat en Italie

Hossain était né au Bangladesh. Depuis son arrivée dans l'un des centres de rapatriement italiens, il avait été placé à l'isolement.

L'un des psychologues du centre avait signé un certificat d'aptitude à la détention, alors que Hossain présentait des symptômes de troubles mentaux et de pathologies physiques.

Dans ses entretiens avec le psychologue, Hossain était toujours dans un état de confusion et de désorientation. Il marchait nu-pieds, soit en silence, soit en répétant encore et encore les mêmes mots, et il dormait par terre.

Hossain est mort d'une crise cardiaque dans la cellule où il était enfermé depuis près de cinq mois.

Depuis quelque temps, il ne dormait même plus dans sa chambre, mais sur le sol de la petite cour adjacente.

Moussa

Mort en détention en Italie

* L'histoire de Moussa nous a été racontée par son avocat en Italie

Moussa est né en 1998, en Guinée. Il était venu demander l'asile en Italie.

Un jour, il a été victime d'une violente attaque raciste de la part de trois hommes dans la rue. Il a dû aller à l'hôpital, mais dès sa sortie il a été emmené au poste de police local.

Il n'a jamais été reconnu comme une victime d'agression violente et raciste ; au lieu de cela, il a été envoyé dans un centre fermé en attendant son expulsion.

Le personnel de ce centre l'a placé à l'isolement sans aucune sorte d'évaluation psychologique.

Moussa a passé environ 10 jours confiné dans un centre de détention de Turin, en Italie. Il était enfermé dans une salle aux murs nus, presque sans lumière du soleil.

Son seul contact avec l'extérieur était une petite cour de quelques mètres carrés, entourée de barrières et délimitée par un préau. Il ne pouvait voir qu'un petit bout de ciel.

Moussa avait 22 ans en 2021, lorsqu'il s'est suicidé dans l'obscurité de sa cellule d'isolement.



Bibliographie

Pour en savoir plus sur la détention des personnes migrantes et ce que l'on peut faire pour y mettre un terme, voir :

ARSIS (2020) [ΑΣΥΝΟΔΕΥΤΟΙ ΑΝΗΛΙΚΟΙ Εθνικό πλαίσιο υπηρεσιών φιλοξενίας και προστασίας \(το παράδειγμα των Ασφαλών Ζωνών - Safe Zones](#) [Mineurs non accompagnés : le cadre national des services d'accueil et de protection (l'exemple des Safe Zones), en grec]

— (2021) [Κοινωνική Εργασία στο Δρόμο για την Προστασία των Ασυνόδευτων Ανηλίκων](#) [Le travail social dans la rue pour la protection des mineurs non accompagnés, en grec]

— (2018) [Stories of people from the other shore](#) [Récits de l'autre rive, en anglais]

ASGI (2021) [Livro noir sur le Centre de permanence pour le rapatriement \(CPR\) des migrants à Turin – Corso Brunelleschi](#)

Border Criminologies, Université d'Oxford, [Landscapes of border control. CPR Torino](#) [Les contrôles aux frontières : le CPR du Turin, en anglais]

— (2021) [The Arab Spring's Fall in Italy's Detention Centers](#) [Le Printemps arabe échoué dans les centres de détention italiens, en anglais]

HRMLC (2018) [La tutela della salute dei trattenuti nel C.P.R. di Torino](#) [Sortie de secours : la protection de la santé des personnes détenues dans le CPR de Turin, en italien]

IUC (2019) [Betwixt and between: Turin's CIE. A human rights investigation into Turin's](#)

[immigration detention centre](#), [Ni l'un ni l'autre : le centre d'identification et d'expulsion de Turin. Enquête sur le respect des droits humains dans le centre de détention des personnes migrantes de Turin, en anglais], édité par U. Stege, M. Veglio, E. Roman et A. Ogada-Osir

Meldpunt Vreemdelingendetentie (2018) [European Borderscapes & the Illegal\(ized\) Migrant](#) [La mise en place des frontières européennes et la situation des personnes migrantes (rendue) irrégulière, en anglais], R.I. Timmerman

PICUM (2020) [More detention, fewer safeguards: How the new EU Pact on Migration and Asylum creates new loopholes to ignore human rights obligations](#) [« Plus de détention, moins de protection : la création de nouveaux vides juridiques par le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile afin de déroger aux obligations en matière de droits humains », en anglais]

— (2020) [Talking points on Non-Detention of Migrants: Some Facts and Figures](#). [Chiffres et informations sur la non-détention des personnes migrantes, en anglais]

— (2021) [FAQ Migration Policies, Detention and Return](#) [FAQ – Politiques en matière de migrations, détention et retour, en anglais]

— (2021), [Prévenir et résoudre les vulnérabilités dans les politiques d'application des lois migratoires](#).

— (2022) [Immigration detention and de facto detention: What does the law say?](#) [La détention des personnes migrantes et la détention effective : que dit la législation ?, en anglais]

Nous remercions les fondations et institutions suivantes pour leur soutien financier :



Co-funded by the
European Union

OAK
FOUNDATION

 OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS



Epim
European Programme
for Integration
and Migration

SIGRID RAUSING TRUST

Publication financée par l'Union européenne. Néanmoins, les opinions qui y sont exprimées sont uniquement celles de l'auteur-trice ou des auteurs-trices et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou du Programme 2021-2027 de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI). L'Union européenne comme l'institution ayant accordé la subvention ne peuvent en être tenues responsables.

 PICUM

PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

PICUM - Platform for International
Cooperation on Undocumented Migrants

Rue du Congres / Congresstraat 37-41,
1000 Brussels, Belgium

info@picum.org

www.picum.org

